

Chronique d'Emmanuel Morucci - 3/02/10



A lors que la Grèce se trouve dans la tourmente d'une crise monétaire et financière, l'Euro, monnaie unique de près de la moitié des pays de l'Union, se retrouve à son plus bas niveau. Et la chute peut être encore plus rude. Le temps est vraiment gros pour la Grèce mais aussi pour les Etats membres qui doivent prendre d'urgence des dispositions.

La question est relativement simple. Peut-on laisser la Grèce aux prises avec cette situation ? D'emblée, la réponse est non. La Commission européenne et les pays membres ne peuvent, au risque de se perdre eux mêmes laisser la situation s'aggraver plus longtemps. On peut donc prévoir une intervention rapide des institutions de l'Union comme de la Banque centrale européenne. Sans doute a déjà-t-elle mis en place un dispositif visant à rétablir une situation très aggravée par un endettement de 120% du PIB. Pourra-t-elle y arriver seule ? Ici, la solidarité européenne doit intervenir, en partenariat avec le pays concerné. D'autant qu'il risque de ne pas être le seul. Quid de l'Irlande, de l'Espagne ? Un plan d'urgence est envisagé. Politiquement, il serait en effet risqué de laisser Athènes être soutenu par le Fonds Monétaire International. Ce serait aveu d'échec grave de l'Union. Au bout du compte, c'est même la crédibilité de l'Euro qui serait atteinte, voire même son existence.

Encore une fois, c'est une situation de crise qui interpelle le système de gouvernance européenne. Si l'on conçoit que l'UE est une bonne chose pour ses membres et sa monnaie un outil exceptionnel, il faut convenir que les Etats nations restent bien souvent hermétiques à l'idée d'aller de l'avant et plus loin.

Deux points apparaissent pourtant essentiels :

- Tous les pays de l'Union doivent se rassembler autour de la monnaie unique européenne et ce doit même être une condition de l'adhésion.
- Le second point est consécutif au premier. Il est nécessaire d'engager le débat sur une gouvernance européenne en matière d'économie et de soutien du système monétaire. Mais, cela s'appuie sur un sentiment d'appartenance suffisamment fort, tant de la part des Etats que des citoyens, pour entraîner un élan de confiance dans le projet.

Mais les choses ne sont pas gagnées. Cette idée ne semble pas passer en Allemagne qui rejette toute idée de gouvernance. En France, les habitudes étant ce qu'elles sont, c'est l'idée même de la rigueur qui passe le pas. Quant à la grande Bretagne, elle ne sait, sur cette question de la monnaie unique, prendre la moindre décision, et bloque, par voie de conséquence, l'efficacité du processus européen.

Sale temps pour l'euro qui se retrouve en cette fin de semaine sous la barre des 1,39 face au dollar, soit son plus bas niveau depuis l'été dernier ! La publication aux Etats-Unis ce vendredi après-midi d'une progression du PIB américain de 5,7% en rythme annualisé au 4ème trimestre 2009, a contribué à plomber la monnaie européenne déjà déprimée par les situations financières périlleuses de certains pays de la zone euro, comme la Grèce ou l'Espagne.

Dans la matinée de vendredi, Madrid a fait part d'une progression de 1,1 million de chômeurs en l'espace d'un an. De quoi voir bondir le taux de chômage à 18,8% de la population active, avec 4,32 millions de personnes sans-emploi en Espagne... Rappelons que le taux de chômage se situait dans ce pays à moins de 8% durant l'été 2007, peu avant le déclenchement de la crise financière. Rattrapé par la récession et écrasé par une montagne de dettes, le gouvernement espagnol a annoncé ce vendredi l'adoption d'un plan d'austérité sous l'œil de Bruxelles et des marchés... Ce plan d'action vise à économiser quelque 50 milliards d'euros d'ici 2013, date imposée par la Commission européenne afin de ramener le déficit budgétaire dans la limite des 3% du PIB, contre 11,4% en 2009.

Des annonces qui interviennent à l'issue d'une semaine éprouvante pour l'euro, marquée par de nouvelles rumeurs autour d'un sauvetage financier de la Grèce qui doit faire face à un endettement de près de 120% rapporté à son PIB... Si l'on se réfère au calendrier officiel, la Commission européenne doit désormais donner son verdict le 3 février prochain sur le plan de remise en ordre financier établi par le gouvernement grec... sous la plus haute surveillance des marchés. Car Paris et Berlin ont beau démentir, il semble bien que l'Europe travaille à un plan de sauvetage de la Grèce. A l'instar du journal Le Monde, hier, les experts évoquent des négociations en coulisses en vue de soutenir financièrement la Grèce en cas d'aggravation de la crise qui affecte ce pays surendetté de la zone Euro.

Une aide d'urgence pour la Grèce?

Officiellement, dans les capitales européennes, le sujet du plan de sauvetage reste tabou, les pays membres attendant que la Grèce prenne elle-même des mesures radicales et des engagements fermes en vue d'assainir ses finances publiques. La Commission européenne doit d'ailleurs se prononcer le 3 février prochain sur le plan d'action présenté par Athènes. Celui-ci prévoit de ramener la dette de 12,7% du PIB à moins de 3% en seulement deux ans, un objectif qui paraît irréaliste à de nombreux économistes...

L'UE peut-elle lâcher la Grèce?

L'Euro était au plus bas après la fermeture des bourses, jeudi soir. En cause, des rumeurs de nouvelles aides financières à la Grèce. L'UE se trouve désormais en position délicate par rapport à son état membre. Georges Papandreou l'a promis à Davos : la Grèce remontera la pente. Paris et Berlin ont beau démentir, il semble bien que l'Europe travaille à un plan de sauvetage de la Grèce...

Bruxelles contre le FMI

Parmi les articles du jour sur le sujet, le Financial Times cite des hauts responsables européens affirmant que la Grèce bénéficierait, en cas d'urgence, d'une aide de dernier ressort de la part des pays de la zone Euro. Politiquement, il serait en effet impossible de laisser Athènes être soutenu par le Fonds Monétaire International. Il s'agirait là d'un aveu d'échec de l'UE, qui pourrait coûter très cher à la crédibilité de l'Euro.

La monnaie européenne, affectée depuis plusieurs semaines par la dette grecque, a encore été malmenée hier, tombant à 1,3950 dollar, puis à 1,3927 dollar ce matin, au plus bas depuis six mois. En Grèce, la défiance des investisseurs a aussi provoqué une chute de 4,2% du cours des obligations d'Etat à 10 ans depuis le 1er janvier, propulsant leur rendement à 7,15% hier (à comparer à environ 3,25% pour le Bund allemand à 10 ans, référence de la zone Euro). A ce niveau de taux, le pays va avoir de plus en plus de mal à refinancer sa dette et risque d'être étranglé à moyen terme par le paiement des intérêts...

Depuis le début de l'année, les taux se sont aussi tendus sur les dettes irlandaises, portugaises, espagnoles et italiennes, dans la crainte d'une contagion de la crise à d'autres pays fortement endettés de la zone euro. Hier, le Premier ministre grec Georges Papandreou a répété, depuis Davos, que son gouvernement était «prêt à remettre de l'ordre dans la maison», à «aller de l'avant et à retourner la situation», en dénonçant au passage les attaques spéculatives dont son pays fait l'objet sur les marchés.

Emmanuel Morucci